



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux pour la construction d'un Campus
Entreprises et Compétences - Nouveau siège de la
CCI Lozère**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 1^{er} mars 2024 à 12 :00

Maître d'ouvrage :
Chambre de Commerce et d'Industrie de la Lozère
16 Boulevard du Soubeyran
48000 MENDE

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation et budget prévisionnel	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 – Calendrier prévisionnel.....	3
1.5 - Décomposition de la consultation et nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.5 - Développement durable et clause d'insertion sociale	6
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'opération	6
3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage QEB	6
3.3 - Maîtrise d'œuvre	6
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	7
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	7
3.6 - Contrôle technique	7
3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	7
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Présentation des variantes.....	9
6.3 - Visites sur site	9
6.4 - Usage de matériaux de type nouveau.....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1 - Transmission électronique	10
7.2 - Transmission sous support papier	11
8 - Examen des candidatures et des offres	11
8.1 - Sélection des candidatures	11
8.2 - Attribution des marchés	11
8.2.1 - Méthode de notation.....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation	12
8.3.1 - E-attestations	12
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
9.2 - Procédures de recours.....	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché concernant l'exécution de travaux pour la construction d'un Campus Entreprises et Compétences dans lequel sera situé le nouveau siège de la CCI Lozère.

Ces travaux concernent une opération de construction d'un campus entreprises et compétences sur un terrain de 3 378m² et pour une surface utile d'environ 1 280 m² regroupant des espaces propres à la CCI et à Purple Campus (accueil, bureaux, locaux supports) et espaces partagés dédiés aux entreprises, apprenants et autres acteurs du territoire (salles de réunion, hôtel d'entreprise, salle d'honneur, espace traiteur, espace collaboratif).

Ces travaux porteront sur l'opération de construction d'un bâtiment de bureaux répartis sur 2 niveaux de la manière suivante :

- RdC : parking voiture et deux roues, locaux techniques, hall d'entrée et escaliers / ascenseur, bureaux individuels, sanitaires et espaces de convivialité
- R+1 : parking voiture, bureaux collectifs et individuels, salle de réunion et de réception, sanitaires, terrasses et coursives
- Toiture : panneaux photovoltaïques

Dans le cadre de cette opération, sont fixés les objectifs suivants :

- Proposer des espaces de travail qualitatifs pour les collaborateurs, vecteurs de « qualité de vie au travail »
- Aménager les espaces favorisant les échanges et les interactions
- Créer un bâtiment porteur de l'image entrepreneuriale de la Lozère et de son savoir-faire économique
- Créer un bâtiment à énergie positive : soit un bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme pour son fonctionnement sur une période d'une année
- Inscrire la conception, la construction et l'utilisation du bâtiment en s'intégrant dans la démarche « Bâtiment Durable Occitanie » (BDO) en visant l'obtention de la reconnaissance « Or » (niveau « Or » déjà atteint en phase conception).

Lieu(x) d'exécution :

48000 MENDE, Zone d'Activité de Valcroze. Parcelles cadastrées AH713 (2 230 m²) et AH850 (1 148m²).

1.2 - Mode de passation et budget prévisionnel

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Le budget prévisionnel de l'opération est de 2 600 000,00 € HT en phase PRO, valeur en date de janvier 2024.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 – Calendrier prévisionnel

Date prévisionnelle de notification des marchés : fin du mois de mars 2024.

Date prévisionnelle de préparation du chantier : juin 2024.

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : juillet 2024.

Délai prévisionnel d'exécution des travaux : 12 mois.

Le calendrier détaillé sera mis au point lors d'une réunion générale avec tous les interlocuteurs et titulaires des lots avant le démarrage des travaux. Le délai global d'exécution des travaux ne sera en aucun cas modifié. Pour plus d'informations, voir article 6 du cahier des clauses administratives particulières.

1.5 - Décomposition de la consultation et nomenclature

Les prestations sont réparties en 17 lot(s) :

Lot(s)	CPV	Désignation
01	45112500-0	VRD - TERRASSEMENT
02	45223220-4	GROS ŒUVRE
03	45422000-1	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS
04	45261210-9 45261420-4	COUVERTURE - ETANCHEITE - ZINGUERIE
05	45443000-4	TRAITEMENT DE FACADES
06	45421000-4	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
07	44316500-3	SERRURERIE
08	45410000-4 45320000-6	PLATRERIE - ISOLATION
09	45421146-9	PLAFONDS SUSPENDUS
10	45421000-4	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
11	45431000-7	CARRELAGE - FAIENCE
12	45432111-5	REVETEMENTS SOLS SOUPLES
13	45442110-1	PEINTURE - NETTOYAGE
14	45311200-2	ELECTRICITE
15	45330000-9	CHAUFFAGE – VENTILATION - CLIMATISATION
16	45313100-5	ASCENSEUR
17	09331200-0	PHOTOVOLTAÏQUE

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché : chacune des entreprises exécute les prestations qui lui sont attribuées ; l'une d'entre elles, désignée comme mandataire, représente l'ensemble du groupement vis-vis de l'Acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

2.3 – Variantes facultatives

Les candidats doivent **présenter une offre entièrement** conforme au cahier des charges (solution de base).

Le dépôt de l'offre de base est obligatoire. A défaut, l'offre du candidat sera considérée irrégulière

Ils **peuvent** également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour les lots suivants :

Lot(s)	Intitulé
01	VRD - TERRASSEMENT
02	GROS ŒUVRE
03	CHARPENTE ET OSSATURE BOIS
05	TRAITEMENT DE FACADE
06	MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
08	PLATRERIE- ISOLATION
10	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
14	ELECTRICITE
15	CHAUFFAGE – VENTILATION - CLIMATISATION

Exigences minimales requises : pour chaque lot, le candidat pourra proposer une variante technique.

Cette variante technique doit répondre aux exigences cumulatives suivantes :

- sera financièrement égale ou inférieure à l'offre de base ;
- présentera un planning d'intervention égal ou inférieur au le délai prévu dans le planning d'intervention de l'offre de base ;
- respectera le nombre minimum d'heures d'insertion sociale pour les lots concernés ;
- ne constituera pas une dégradation de la note BDO de l'offre de base.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles facultatives

Les candidats **peuvent** faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
04	PSE 01	Arrêts de neige	Arrêts de neige
06	PSE 02	Volets coulissants en bois type persiennes	Volets coulissants en bois type persiennes
10	PSE 03	Aménagements des placards	Aménagements des placards
	PSE 04	Aménagements kitchenette salle de réunion Rdc	Aménagements kitchenette salle de réunion Rdc
	PSE 05	Aménagements espace cuisine salle de pause	Aménagements espace cuisine salle de pause
	PSE 06	Aménagements plan de travail espace dressage	Aménagements plan de travail espace dressage
	PSE 07	Meuble menuisé de l'espace accueil Rdc	Meuble menuisé de l'espace accueil Rdc
	PSE 08	Fourniture des casiers vestiaires	Fourniture des casiers vestiaires
12	PSE 09	Protection murale PVC salle de sport	Protection murale PVC salle de sport
	PSE 10	Vidéo-surveillance	Vidéo-surveillance

14	PSE 11	Alarme anti-intrusion	Alarme anti-intrusion
----	--------	-----------------------	-----------------------

NOTA : les prestations supplémentaires éventuelles s'ajoutent à l'offre de base : le candidat doit obligatoirement déposer une offre de base. A défaut, l'offre sera considérée irrégulière.

2.5 - Développement durable et clause d'insertion sociale

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental.

Cette opération de travaux s'inscrit dans une démarche Bâtiments Durables d'Occitanie (BDO) visant l'obtention de la reconnaissance « Or » du bâtiment en phase réalisation et en phase usage. Pour ce faire, le Maître d'Ouvrage a souscrit un contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de BDO et le cahier de charges a été rédigé en fonction des exigences BDO (bio climatisme, matériaux éco-performants, performance énergétique et suivi des consommations, confort d'été, coût global, étanchéité à l'air...).

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre d'établissement de son offre et de l'exécution des prestations.

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion professionnelle, l'acheteur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en incluant une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté. Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles tel que défini ci-dessous :

Lot	Intitulé	Nombre d'heures d'insertion minimum demandé
02	GROS ŒUVRE	600
03	CHARPENTE BOIS	500
15	CVC	400

Dans le cas où le soumissionnaire fait une proposition inférieure au volume minimum, ou ne fait pas de proposition répondant à cette obligation d'exécution, son offre est considérée irrégulière.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage QEB

Le maître d'ouvrage a eu recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage QEB (Qualité Environnementale des Bâtiments). Celle-ci est assurée par le cabinet PLUS DE VERT – Bureau d'études Environnement Energies.

Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont les suivantes : obtention de la reconnaissance « Or » dans une démarche BDO (Bâtiments Durables Occitanie).

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement mandaté par le cabinet d'architecture BONNET & TEISSIER, situé au 8, Rue de Wunsiedel - 48000 Mende.

Missions : missions de base ESQ – APS – APD – PC – PRO – DCE – ACT – VISA – SYN – DET – AOR et missions complémentaires SSI – DEAC – CDU.

Autres membres groupement et répartition des missions :

IB2M - BET structures et fluides

IDEBAT – BET Environnement durable - QEB

SIGMA – BET Acoustiques

TREC – Economiste de la construction

3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par la SAS Ludovic Maurel, Economiste de la construction et OPC, 4 Rue des Oreillettes, 48000 MENDE.

3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.6 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par la société APAVE Infrastructure & Construction France, Bureau de Mende, 27 avenue Jean Moulin, Bât. II, 48000 MENDE.

Missions : L – S – SEI – F – VIEL – HAND – ATTHAND – TH – ATTTH – ATTADAP.

3.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par APAVE Infrastructure & Construction France, Bureau de Mende, 27 avenue Jean Moulin, Bât. II, 48000 MENDE.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de 12 mois et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC), commun à tous les lots
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, un par lot
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et un par lot, et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), un par lot

- Le cadre de réponse technique, un par lot
- L'attestation de visite en autocontrôle, un par lot
- Les pièces graphiques
- Notice acoustique PRO
- Plan de commissionnement
- Charte Chantier Vert
- Notices environnementales
- Limites des prestations
- Tableau des vérifications en réalisation
- Etude géotechnique de conception
- Info label BDO

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellé
La « lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants » (formulaire DC1), dûment complété, date et signé
La « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » (formulaire DC2), dûment complété
Numéro d'identification unique de la société (SIREN)
Le cas échéant, une Délégation de pouvoirs, établie par la personne juridiquement habilitée à engager le candidat,
Copie du ou des jugements prononcés habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du contrat, si le candidat est en redressement judiciaire.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellé

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels : attestation responsabilité civile et attestation décennale

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellé
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des deux dernières années

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellé
Certification QUALIBAT ou équivalent en lien avec l'objet du lot, une par lot

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
Le cadre de réponse technique (CRT) dûment complété, daté et signé
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, dûment complété, daté et signé
Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF), dûment complété, daté et signé
L'attestation de visite
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

6.3 - Visites sur site

Une visite sur site est **obligatoire**. Les conditions de visite sont les suivantes : il s'agit d'une visite en autocontrôle, l'entreprise réalisera la visite en totale indépendance. Il fournira dans son offre une attestation

de visite d'autocontrôle et ne pourra en aucun cas se prémunir d'une méconnaissance des sites lors de l'exécution des prestations.

6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : pendant le délai de ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : "

Le cas échéant, le cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : e.requena@occitanie.cci.fr

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles. La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour tous les lots (à exception des lots 2, 3 et 15) :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations sur la base du prix renseigné dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire	60.00
2-Valeur technique au vu des informations fournies dans le cadre de réponse technique et fiches techniques	40.00
2.1- <i>Méthodologie d'intervention pour l'exécution des prestations</i>	15.00
2.2- <i>Moyens humains mis à disposition pour l'exécution des prestations</i>	15.00
2.3- <i>Délais d'exécution détaillés et optimisés, en accord avec le calendrier prévisionnel fourni dans le DCE</i>	5.00
2.4- <i>Performances en matière de développement durable (traitement déchets, modalités de déplacement...)</i>	5.00

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour les lots 2, 3 et 15 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations sur la base du prix renseigné dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire	60.00
2-Valeur technique au vu des informations fournies dans le cadre de réponse technique et fiches techniques	40.00
2.1- <i>Méthodologie d'intervention pour l'exécution des prestations</i>	15.00
2.2- <i>Moyens humains mis à disposition pour l'exécution des prestations</i>	10.00
2.3- <i>Délais d'exécution détaillés et optimisés, en accord avec le calendrier prévisionnel fourni dans le DCE</i>	5.00

2.4- Performances en matière de développement durable (traitement déchets, modalités de déplacement...)	5.00
2.5- Performances en matière d'insertion sociale : modalités de formation, de tutorat et d'encadrement technique	5.00

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

8.2.1 - Méthode de notation

• **La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « valeur technique » est la suivante :**

L'évaluation de chaque item du cadre de réponse technique se fera sur la base suivante :

Aucun renseignement	soit : 0 point
Insuffisant	soit : 1/5ème des points
Correct	soit : 2/5ème des points
Satisfaisant	soit : 3/5ème des points
Très satisfaisant	soit : 4/5ème des points
Parfaitement adapté	soit : le total des points

Les sous-critères sont détaillés au sein du cadre de réponse technique.

• **La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :**

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * 60

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère.

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, ou de non-réponse, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue d'un premier cassement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8.3.1 - E-attestations

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois les adresser à l'acheteur mais le dépôt sur la plateforme e-attestations sera privilégié.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Nîmes
16 Avenue Feuchères
30000 NIMES
Tél : 04 66 27 37 00

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRA) de Marseille
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)
Place Félix Baret - CS 80001
13202 MARSEILLE CEDEX 06
Catherine.pietri@paca.gouv.fr